

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE

UN LIBRARY

NOV 19 1979



COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/C.5/34/39
15 novembre 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 97 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

Voyages en première classe dans les organismes des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

1. L'Assemblée générale a adopté lors de sa trente-deuxième session sa résolution 32/198, dont le dispositif contient les paragraphes suivants :

"2. Décide que le principe consistant à rechercher les tarifs aériens les plus économiques sera appliqué de la manière suivante :

a) Le Secrétaire général et un représentant de chaque Etat Membre assistant à des sessions ordinaires, extraordinaires ou extraordinaires d'urgence de l'Assemblée générale ont droit au voyage en première classe;

b) Les autres personnes qui, précédemment, avaient droit au voyage en première classe en vertu des résolutions 2245 (XXI) et 3198 (XXVIII) de l'Assemblée générale, ainsi que les présidents de comités intergouvernementaux dont les frais de voyage sont à l'heure actuelle payés par l'Organisation, n'ont droit au voyage en première classe que lorsque la durée d'un vol particulier dépasse neuf heures (selon l'itinéraire le plus direct et le plus économique), y compris les arrêts prévus notamment pour un changement d'avion ou le réapprovisionnement en carburant, mais non compris le temps nécessaire pour se rendre à l'aéroport et pour en venir;

c) Dans tous les autres cas, l'Organisation paie les frais de voyage selon le tarif aérien le moins coûteux régulièrement appliqué (ou son équivalent) par un transporteur public reconnu sur l'itinéraire le plus court et le plus direct;

3. Autorise le Secrétaire général à faire des exceptions, s'il le juge à propos et si des circonstances impérieuses l'exigent, pour autoriser dans des cas spécifiques le voyage en première classe.

4. Prie le Secrétaire général de présenter chaque année un rapport à l'Assemblée générale sur l'application de la présente résolution, en signalant toutes les exceptions autorisées en vertu du paragraphe 3 ci-dessus, leurs raisons et les économies réalisées grâce à l'utilisation des tarifs en classe économique et d'autres tarifs aériens."

2. Le présent rapport, qui a trait à la période allant du 1er octobre 1978 au 30 septembre 1979, est présenté à l'Assemblée générale en application de ladite résolution.

3. L'application de la résolution a permis de réaliser au cours de cette période des économies dont le montant total s'élève à 195 261 dollars.

4. Le Secrétaire général a jugé à propos de faire des exceptions pour autoriser le voyage en première classe, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de la résolution 32/198, dans les cas suivants :

a) Voyage en première classe autorisé pour un ancien Président de l'Assemblée générale, qui se rendait à la réunion d'un groupe d'experts;

b) Des dispositions ont été prises pour que voyagent en première classe deux invités du Comité spécial contre l'apartheid, qui venaient assister à la cérémonie de remise d'une médaille d'or à chacun d'entre eux, lors de la séance extraordinaire de l'Assemblée générale tenue le 11 octobre 1978;

c) Quatre personnes (un membre du Secrétariat et trois membres d'organes subsidiaires) ont été autorisées à voyager en première classe sur la recommandation du Service médical, pour cause d'infirmité;

d) Le voyage en première classe a été autorisé pour quatre fonctionnaires de rang supérieur, vu l'urgence de leur voyage liée à leurs fonctions officielles;

e) Le voyage en première classe a été autorisé à titre rétroactif dans neuf cas où il a été établi qu'existaient des circonstances particulières;

f) Six personnes appelées à travailler officiellement pendant les vols, ont voyagé en première classe pour accompagner le Secrétaire général;

g) L'autorisation de voyage en première classe a été maintenue pour un collaborateur direct du Secrétaire général, qui l'accompagne dans ses voyages officiels pour des raisons de sécurité.

5. Des précisions concernant les exceptions individuelles mentionnées ci-dessus ont été communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
